

Mini-guide n° 14 - Nouvelle édition - Février 2009

Le droit au compte

Parce que tout le monde a besoin d'avoir un compte bancaire pour percevoir un salaire, une allocation... ou payer un fournisseur, un commerçant... mais aussi simplement pour conserver son argent en sécurité, la loi a instauré un droit au compte pour toute personne domiciliée en France. Ce droit s'applique aux particuliers, mais concerne aussi les entrepreneurs individuels, les entreprises, les associations, etc.

1. Une banque peut-elle refuser de m'ouvrir un compte bancaire ?

Même si vous êtes majeur, et en mesure de justifier de votre identité et de votre domicile, l'établissement auquel vous demandez l'ouverture d'un compte bancaire peut refuser l'ouverture et n'est pas obligé de vous en donner la raison. Dans la pratique, un refus d'ouverture de compte, dès lors qu'il est assorti d'une demande de chéquier ou d'une autorisation de découvert est souvent la conséquence d'incidents antérieurs déclarés à la Banque de France.

2. Comment puis-je néanmoins obtenir l'ouverture d'un compte ?

Si vous n'avez aucun compte de dépôt dans une banque, soit parce que vous n'en avez jamais eu, soit parce que votre ancien compte a été clôturé, demandez l'ouverture d'un compte dans l'agence bancaire de votre choix. Si cette ouverture vous est refusée, l'agence doit vous remettre une attestation écrite de refus dans laquelle sont précisés le mécanisme et les formalités du "Droit au compte".

3. Comment ces formalités se déroulent-elles ?

Si vous êtes un particulier ou un entrepreneur individuel, vous avez le choix entre deux solutions :

1. Vous demandez à l'agence qui vous refuse l'ouverture de compte de se charger des formalités auprès de la Banque de France. Vous fournissez à l'agence qui remplit alors immédiatement un dossier :

- une pièce d'identité (avec photo) et un justificatif de domicile ;
- une attestation sur l'honneur que vous ne disposez pas d'autre compte de dépôt ;
- l'indication de vos préférences géographiques.

Vous précisez si vous acceptez que la décision de la Banque de France soit communiquée à la banque qui a refusé l'ouverture pour qu'elle puisse vous en informer.

La banque transmet le dossier par fax ou courrier électronique à la Banque de France qui, dans un délai d'un jour ouvré, désigne l'agence ban-

caire où un compte vous sera ouvert d'office avec accès au service bancaire de base.

Elle informe aussi (si vous l'avez accepté) la banque qui vous a refusé l'ouverture et lui a envoyé le dossier.

2. Vous décidez de demander vous-même à bénéficier du droit au compte en vous rendant au guichet de la Banque de France avec l'attestation de refus qui vous a été délivrée (voir question 2).

Dans un délai d'un jour ouvré, la Banque de France désigne l'agence bancaire où un compte vous sera ouvert d'office avec accès au service bancaire de base. Elle vous envoie sa réponse et les indications nécessaires par courrier.

Si vous êtes une entreprise ou une association : Les entreprises ou les associations qui se voient refuser l'ouverture d'un compte demandent elles-mêmes, à la Banque de France, la désignation d'office d'un établissement où un compte leur sera ouvert.

4. Suis-je obligé de passer par la Banque de France ?

La banque qui vous a refusé l'ouverture propose de se charger des formalités auprès de la Banque de France, mais vous n'êtes pas obligé d'accepter, notamment si vous préférez solliciter encore une autre banque pour l'ouverture d'un compte standard.

5. Que contient le service bancaire de base ?

Le contenu du service bancaire de base est défini par la loi. Il comprend un ensemble de prestations dont le coût, dans le cadre du droit au compte, est pris en charge par la banque :

- l'ouverture, la tenue et la clôture du compte ;
- un changement d'adresse au maximum une fois par an ;
- un relevé de compte au moins une fois par mois ;
- des relevés d'identité bancaire (RIB) en fonction de vos besoins ;
- l'encaissement de virements reçus ;
- l'encaissement de chèques déposés sur votre compte ;
- le dépôt et le retrait d'espèces (dans votre banque) ;
- le paiement de prélèvements ou de titres interbancaires de paiement (TIP) ;
- un moyen de consulter à distance le solde de votre compte ;
- une carte de paiement dont chaque utilisation est autorisée par l'établissement de crédit qui l'a émise ;
- deux chèques de banque au maximum par mois.

6. Puis-je obtenir d'autres services que ceux prévus par la loi ?

Le service bancaire de base ne prévoit pas la délivrance d'un chéquier ni l'ouverture d'une autorisation de découvert. Si la banque est d'accord pour vous fournir des prestations qui dépassent le cadre du service bancaire de base, elles vous sont alors facturées aux conditions définies par la convention de compte qui vous est remise à cette occasion.

7. Dans quelles conditions un compte ouvert dans le cadre du droit au compte peut-il être clôturé ?

Votre compte peut être fermé soit à votre demande soit à celle de la banque. Si votre banque estime qu'il n'est plus possible de continuer d'entretenir une relation bancaire avec vous, elle a le droit de procéder à la clôture de votre compte après vous en avoir informé et donné la raison. Dans ce contexte particulier, la clôture ne prend effet que 45 jours après sa notification. Votre banque en informe simultanément la Banque de France.

8. Les avoirs que je possède sur ce compte peuvent-ils être saisis ?

Une saisie (ou un avis à tiers détenteur ATD) peut vous être notifiée sur un compte ouvert d'office. Elle a pour conséquence de bloquer tout ou partie du solde s'il est créditeur. Cependant, comme sur tout compte de dépôt, le décret du 11 septembre 2002 vous permet de bénéficier du solde bancaire insaisissable.

Il s'agit d'une somme à caractère alimentaire, débloquée malgré la saisie en compte, afin de vous permettre d'assurer les paiements de la vie courante. Cette somme, qui ne peut pas dépasser le solde créditeur du compte, est au plus égale au RMI pour une personne seule (454,63 € en 2009).

Pour pouvoir bénéficier du solde bancaire insaisissable, vous devez en faire la demande par écrit à votre banque dans les 15 jours qui suivent la saisie (ou l'ATD). Ce dispositif ne vous dispense pas de régler vos dettes, mais il vous protège contre une disparition totale et immédiate de tout moyen d'existence.

Déjà parus dans cette collection :

- | | | | |
|---------|--|--|---------|
| • n° 3 | Réglez un litige avec votre banque | Le coût d'un crédit | • n° 26 |
| • n° 5 | La convention de compte | Le virement SEPA | • n° 27 |
| • n° 6 | Quelle garantie pour vos dépôts ? | Le regroupement de crédits, la solution ? | • n° 28 |
| • n° 7 | Comment régler vos dépenses à l'étranger ? | Les donations | • n° 29 |
| • n° 8 | Maîtriser son taux d'endettement | Dix conseils pratiques pour gérer au mieux son compte bancaire | • n° 30 |
| • n° 9 | Bien utiliser le chèque | Le Crédit relais immobilier | • n° 31 |
| • n° 11 | N'émettez pas de chèque sans provision | L'assurance emprunteur en crédit immobilier | • n° 32 |
| • n° 13 | Redécouvrez le crédit à la consommation | | |
| • n° 14 | Le droit au compte | | |
| • n° 15 | La protection de vos données personnelles | | |
| • n° 16 | Bien utiliser votre carte | | |
| • n° 17 | Le FICP (Fichier national des Incidents de remboursement des Crédits aux Particuliers) | | |
| • n° 18 | Le compte joint | | |
| • n° 19 | Se porter caution | | |
| • n° 20 | Epargne éthique et Epargne solidaire | | |
| • n° 21 | Vivre sans chéquier | | |
| • n° 22 | Le surendettement | | |
| • n° 23 | Prélèvement et autres moyens de paiement répétitifs | | |
| • n° 24 | Bien choisir son produit d'épargne | | |
| • n° 25 | La Convention AERAS (s'Assurer et Emprunter avec un Risque Aggravé de Santé) | | |

Les hors-séries

- Le Guide de la mobilité
- Sécurité des opérations bancaires
- Glossaire des opérations bancaires courantes
- Envoyer de l'argent à l'étranger
(uniquement en version électronique)
- La commercialisation des instruments financiers

Les numéros non-indiqués, périmés, ne sont pas réédités